

Les derniers combats de l'ancienne Berne [suite]

Autor(en): **Steinlen, Aimé**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **6 (1861)**

Heft 20

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-329405>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

on peut donner aux canons, aux affûts et aux avant-trains la même force et le même poids.

Si l'on admet que, dans les deux systèmes, on munisse l'avant-train de 40 coups, le poids sera de 53 liv. en plus pour le système Muller. Si l'on munit l'avant-train Muller de 32 coups, comme dans l'artillerie française, il aura un poids en moins de 23 livres.

Ces différences de 53 liv. et 23 liv. n'auront aucune influence sur la mobilité des pièces; par contre elles se triplent pour les caissons.

(A suivre.)

LES DERNIERS COMBATS DE L'ANCIENNE BERNE.

(Suite.)

Brune sut admirablement tirer parti de cet état de choses. Le gouvernement français aurait voulu qu'à son arrivée il marchât aussitôt en avant, mais ayant trouvé les Bernois en mesure, il préféra temporiser. « Je prends le parti de négocier vaguement, écrivit-il au Directoire, en attendant que le général Schauenbourg occupe la position de Bienne (1). » Cachant son jeu sous des dehors de bienveillance, il fit informer indirectement le gouvernement bernois de ses dispositions pacifiques. Le parti de la paix, qui le 3 février avait décidé en principe l'établissement d'une constitution nouvelle au bout d'une année, donna dans le piège et proposa au général français une conférence à Payerne. Brune l'accepta, reçut les députés bernois Frisching et Tschanner avec des paroles affables et louangeuses, les assura de sa bonne volonté, regrettant seulement, disait-il, de ne pouvoir conclure un arrangement définitif sans avoir reçu de nouvelles instructions du Directoire. Il finit par proposer un armistice de 10 jours, avant la fin duquel tout serait certainement réglé à l'amiable. Moins aurait suffi pour endormir des gens décidés à fermer les yeux à l'évidence; les députés retournèrent à Berne et l'armistice fut conclu. Il devait expirer avec le mois de février.

Brune avait réussi au gré de ses désirs. « Il y a dans cette négociation, écrivait-il au Directoire, assez de points consentis pour la faire durer, et assez de demandes refusables pour la rompre à volonté (2). » Au moment même où il berçait les délégués bernois de si rassurantes promesses, il pressait l'arrivée des renforts et des muni-

(1) *Correspondance de Brune*, n° 6.

(2) *Ibid.* n° 59.

tions, profitait, pour concerter ses mesures avec Schauenbourg, de l'officier chargé d'informer ce général de l'armistice, et détaillait à Bonaparte le plan convenu. La gauche de Schauenbourg, lisons-nous dans une lettre du 18 février, devait attaquer Soleure, sa droite Buren, et marcher de là sur Aarberg. La droite de Brune se dirigerait sur Fribourg, sa gauche sur Morat, et tournerait Gumminen par Laupen ⁽¹⁾.

Tandis que l'inaction servait les Français, qui prenaient tranquillement leurs dispositions, elle était fatale aux Bernois. Brune l'avait bien prévu. « Les délais que la nécessité oppose à l'exécution de votre volonté, disait-il le 17 février au Directoire, bien loin d'accroître la force de l'ennemi, la relâchent par l'ennui, la fatigue et le raisonnement de ses milices variées ⁽²⁾. » Rien n'est contagieux comme l'hésitation. Les troupes bernoises, d'abord si bien disposées, se démoralisaient; déjà se montraient de graves symptômes d'indiscipline; des agents de la France couraient le pays et se rencontraient partout; l'un des adjudants du général de Buren, d'Amiel, qui avait offert ses services comme émigré, se trouva être un espion; des billets, répandant la défiance contre le gouvernement, étaient semés sur les routes, dans les auberges et jusque dans les poches des soldats: l'on disait d'un côté que les Français n'en voulaient qu'à l'aristocratie, de l'autre que les chefs trahissaient et s'entendaient avec l'ennemi. Le peuple, qui détestait les Français, ne savait qui croire et à qui se fier.

La grande majorité murmurait hautement de l'armistice. Quand les hommes se montrent des femmes, souvent les femmes prennent par le courage la place des hommes. Patriciennes et paysannes, un même héroïsme animait les Bernoises. Elles exhortaient leurs maris, leurs fils, à défendre la patrie. « Point de conférences, la guerre, la guerre! » répondaient-elles aux timides conseils. De leur côté la minorité clairvoyante du gouvernement, les officiers, ne cessaient de pousser à l'action. Parmi ces derniers se faisait remarquer surtout le général d'Erlach, commandant la division de Morat. A la première sommation qui lui fut faite de reculer: « Nulle force de l'univers, répondit-il, ne me fera trahir mon devoir. Ce n'est pas à Morat qu'un Suisse peut avoir la pensée d'y manquer. » Par ses lettres du 6 et du 8 février déjà, il conjurait l'autorité de lui laisser prendre l'offensive: il rappelait l'ardeur de ses troupes, le peu de monde dont les Français disposaient à cette heure, et montrait la probabilité du succès. Tout fut inutile; les esprits étaient frappés d'aveuglement. Un état

⁽¹⁾ *Correspondance de Brune, n° 62.*

⁽²⁾ *Ibid. n° 59.*

sans force morale est un navire sans boussole. « Il n'y a ni Dieu ni Providence, disait l'avoyer Steiguer, pour des lâches qui n'ont pas le courage de faire leur devoir. »

IV

Les chefs, du moins, concertaient leur plan de campagne. De Varicourt, émigré français, officier du génie qui se faisait écouter du Conseil de guerre, en avait donné la première idée. On confia ensuite le projet, pour le modifier, au colonel de Gross, ancien militaire au service de Hollande, qui s'était distingué dans la défense de la forteresse de Grave. Le 20 février, les commandants de division et l'état-major se rendirent à Aarberg pour le discuter. Tous s'y trouvaient, à l'exception du général de Buren qui, se souciant peu de céder à des chefs plus jeunes que lui, concerta des dispositions avec le vieux général soleurois Altermatt, et envoya son projet à part à Berne. Le plan, dans son ensemble, fut adopté; une direction supérieure manquait encore. Berne, il est vrai, attendait un chef, le Zuricois Hotze, feld-maréchal-lieutenant au service de l'Autriche, officier d'une capacité et d'une bravoure éprouvées, qui avait offert ses services à sa patrie; mais Hotze n'était point arrivé ⁽¹⁾, et il devenait urgent de confier à un seul homme la conduite de l'armée. Sur la représentation du colonel de Graffenried, le gouvernement prit une résolution et nomma d'Erlach général en chef.

Charles-Louis d'Erlach de Hindelbank, ancien maréchal-de-camp et colonel de dragons au service de France, n'était point un homme à talents militaires supérieurs. Excellent officier de cavalerie, il ne possédait pas le coup-d'œil du grand capitaine, et le reconnaissait avec modestie. Mais, à défaut de science, il portait en lui une âme puissante, et « les grandes pensées viennent du cœur. » L'essentiel en Suisse n'est pas d'avoir des tacticiens habiles; peut-on exécuter des manœuvres savantes avec des milices? mais des hommes de sens et d'énergie qui mènent les troupes à l'ennemi. A la guerre comme ailleurs, les idées les plus simples sont les plus fécondes; la demi-science, qui gâte l'esprit, vaut infiniment moins que l'instinct. Le général bernois ne resta pas au-dessous de sa tâche; il montra que si un d'Erlach ne pouvait plus conduire les soldats de la république à la victoire, il savait du moins succomber glorieusement avec la patrie dont ses ancêtres avaient sauvé la liberté ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Hotze, après avoir obtenu son congé de l'Empereur, se mit en route pour la Suisse. Il touchait aux frontières bernoises lorsqu'il apprit la chute de la capitale.

⁽²⁾ L'auteur de l'intéressante étude que nous empruntons à la *Bibliothèque uni-*

Le nouveau chef remit aussitôt le commandement de sa division de Morat au colonel Louis de Watteville de Loins, ancien commandant d'un régiment au service de France, et transporta son quartier-général à Aarberg, au centre de la position. Fatigué de tant d'hésitations qui devaient amener une issue fatale, il se rendit le 26 février à Berne, accompagné de soixante-douze officiers, membres du Grand Conseil comme lui, et se présenta devant l'autorité souveraine. « Je viens, dit-il, avant la fin de l'armistice, vous demander la permission de licencier l'armée. A quoi bon exposer tant de braves gens au danger d'être massacrés, ou d'essayer une défaite inévitable dans les positions qu'on nous a fait prendre. Si vous persistez dans vos fausses mesures, je dépose ici ma charge, à moins que, mettant de côté toute honteuse faiblesse, rappelant les sentiments d'honneur et de patriotisme qui semblent s'être éteints en nous, vous ne me donniez le pouvoir de mettre à profit la bonne volonté et la valeur de la plus brave des nations. » Ces paroles magnanimes électrisèrent le Conseil. Plusieurs orateurs appuyèrent énergiquement le général; cédant à cet élan patriotique, le parti de la paix oublia de faire entendre ses considérations mesquines, et après une délibération de quatre heures on accorda à d'Erlach des pleins-pouvoirs illimités, pour prendre ses

verselle, M. Steinlen, émet dans ces lignes une série d'avis auxquels nous sommes loin de pouvoir nous ranger. De grandes pensées venant du cœur, de l'énergie, du sens même, ne sont point suffisants pour mener avec succès des troupes à l'ennemi. Il faut encore une certaine manière de disposer ces troupes, soit pour le combat, soit pour la marche, qui ne s'acquiert que par l'étude et par l'habitude, et qui constitue un art, conforme sans doute au bon sens, mais art spécial ou science qu'on nomme *tactique*. L'essentiel, en Suisse comme ailleurs, est de n'être pas trop inférieur à son adversaire dans la pratique de cet art. Où M. Steinlen se trompe, c'est de croire que l'habileté tactique doit aboutir nécessairement à des manœuvres qu'il appelle savantes, c'est-à-dire compliquées, grandioses, difficiles. Sur la place d'armes, de telles manœuvres peuvent être un bon exercice; mais à la guerre elles seraient dans la plupart des cas la preuve d'un faux jugement. En face de l'ennemi, les manœuvres les plus savantes, c'est-à-dire les plus sûres, sont ordinairement les plus simples; et d'ailleurs la véritable habileté se trouve dans une juste connaissance de l'instrument dont on dispose et dans un emploi conforme à ses propriétés. C'est ainsi qu'avec certaines troupes et dans certaines circonstances, on se mettra plus volontiers en ligne, avec d'autres en colonne, avec d'autres en tirailleurs, avec d'autres en grosses masses, etc. Ce qui a perdu les Bernois, et ici nous devons sortir de la tactique, c'est précisément d'avoir voulu se livrer à des opérations trop compliquées et à des plans transcendants. Disposer leur petite armée en douze colonnes, éparpillées sur un front s'étendant des Ormonts à l'Evêché de Bâle, aura pu paraître fort savant! tout le talent, en effet, d'un Napoléon et d'un Frédéric n'eût pas suffi à les conduire, à bien plus forte raison à leur procurer un succès. C'était là une faute capitale, que rien ne pouvait racheter. Les douze colonnes auraient été composées, au lieu de milices indisciplinées, des premiers soldats du monde sous les ordres des meilleurs tacticiens de Prusse, qu'elles n'auraient pas empêché la victoire de Brune, qui était loin cependant d'être un génie, mais qui était plus concentré. En somme, nous estimons que si le général bernois, s'est à la vérité montré tacticien peu habile, il a été encore bien moins stratège, et que par conséquent il est resté fort au-dessous de sa tâche. — *Réd. de la Revue militaire.*

dispositions et attaquer l'ennemi dès l'expiration de l'armistice. Immédiatement d'Erlach repartit pour arrêter ses mesures.

Il serait trop long, et du reste inutile, de détailler ici les modifications successives que subit le plan d'attaque des Bernois. Bornons-nous à indiquer les principaux points du projet définitif. L'armée tout entière était divisée en douze colonnes, y compris celle du colonel Tscharnier, destinée à agir dans les Ormonts. La deuxième, venant de Fribourg, sous le colonel Stettler; la troisième, de toutes la plus forte et probablement commandée par d'Erlach en personne, au centre, et la quatrième, sous le colonel de Rovéréa, par le Vully, devaient converger sur Avenches, marcher de là réunies sur Payerne, et livrer devant cette ville un combat décisif. En cas de succès, Rovéréa se lançait du côté d'Yverdon, pour soulever les habitants de ces contrées, demeurés attachés à Berne, et faire une diversion utile sur le flanc et les derrières des Français, tandis que le gros de la division continuait sa marche en avant.

Au nord, la cinquième colonne devait traverser le lac de Bienne, gagner la montagne de Diesse et occuper le val St-Imier; la sixième, sous de Gross, enlever Bienne et se porter sur Bœtzingen, pivot de l'aile droite de Schauenbourg, attaquer ce village de concert avec la septième, commandée par Graffenried, et s'avancer sur la Reuchette, pour fermer les défilés du Jura. Avant ce mouvement, la huitième colonne devait surprendre le village de Reiben, en face de Buren; la neuvième, postée à Langnau, au-delà de l'Aar, alarmer l'ennemi et couvrir Soleure, tandis que la dixième, prenant sans canons un chemin de montagne, tournerait Bœtzingen pour seconder l'attaque de front, et que la onzième et la douzième s'ouvriraient une route à travers le Jura, pour pénétrer dans l'Evêché.

Malheureusement ce qui eût été facile au commencement de février offrait à cette heure d'immenses difficultés. La position de Schauenbourg était trop forte pour qu'on pût la rompre par un coup de main; la neige obstruait les passages du Jura au-dessus de Soleure, de sorte que beaucoup de troupes détachées de ce côté auraient affaibli l'armée sans motif suffisant; en général, pour tant de combats divers on avait trop peu de monde, pas de réserves, sauf les troupes des confédérés, sur le secours actif desquelles on ne pouvait fonder trop d'espérances, et comme dernière ressource le landstourm. Mieux aurait valu se borner au sud à la défensive, jeter toutes les troupes disponibles contre Schauenbourg, et le refouler dans l'Evêché. Mais on comptait trop sur le soulèvement d'une partie des populations vaudoises, et l'on voulait tout entreprendre à la fois, vrai moyen de se faire battre partout. Du reste, les Bernois ne de-

vaient pas même essayer d'exécuter leur plan : ils allaient être prévenus.

A peine d'Erlach, en effet, avait-il reçu ses pleins-pouvoirs, que déjà l'on recommençait à négocier. Le 25, Brune expédiait à Schauenbourg l'ordre positif d'attaquer Soleure le 1^{er} mars ⁽¹⁾, et en même temps il invitait les délégués Bernois à reprendre les conférences. Sur cet avis, qui parvint à Berne le 27 février au soir, les députés se hâtèrent de se rendre à Payerne. Brune, cette fois dur et impérieux, leur signifia son ultimatum. Il exigeait l'établissement immédiat d'un gouvernement provisoire, celui d'une nouvelle constitution, et le licenciement des milices bernoises. Sourd à toutes les représentations qui lui furent faites, il n'accorda pour réfléchir qu'une prolongation d'armistice de trente heures, qui devait finir le 1^{er} mars, à dix heures du soir.

Frisching et Tscharnier revinrent à Berne le 28 février à la nuit. Le lendemain matin, le Grand Conseil, après une vive discussion, accepta à une faible majorité la première partie de l'ultimatum et se déclara provisoire, mais en même temps il refusait de licencier les troupes avant que les Français ne se fussent éloignés. Tscharnier fut renvoyé à Payerne, et en même temps l'ordre fut expédié à d'Erlach de ne rien entreprendre jusqu'au retour du négociateur. Le général, qui avait concerté toutes ses mesures pour attaquer le lendemain avant jour, communiqua immédiatement, le 1^{er} mars à six heures du soir, le contre-ordre à ses commandants de division. Fatal contre-ordre, qui fut la cause principale des désastres du lendemain et de la démoralisation de l'armée bernoise ! Le parti de la paix, par sa faiblesse, se faisait le meilleur allié de la perfidie de Brune.

Tscharnier, cependant, que les avant-postes français arrêtaient longtemps, était arrivé non sans peine à Payerne avec deux conseillers fribourgeois. Brune refusa d'abord de les recevoir, disant que l'armistice avait pris fin et qu'il irait lui-même à Berne rendre visite au gouvernement provisoire, accompagné de ses hussards et de quelques compagnies de chasseurs ; puis, les députés restant, il se ravisa et les amusa de pourparlers, tandis que ses troupes se mettaient de tous côtés en marche et commençaient les hostilités. D'Erlach, qui, malgré sa santé délabrée, avait aussitôt couru à Berne avec ses officiers membres du Conseil pour essayer de faire révoquer le contre-ordre, était absent au moment de l'attaque et ne put donner à ses divisionnaires aucune direction.

(1) *Correspondance de Brune*, n° 117.

V

En informant Schauenbourg de la prolongation de l'armistice, Brune ajoutait : « Si à la trentième heure vous n'avez pas de nouveaux ordres, vous continuerez vos mouvements (1). » Schauenbourg n'avait pas même attendu cette limite. Le matin du 1^{er} mars, il fit attaquer et enlever, après une assez vive résistance, les postes soleurois du château de Dornach et de la vallée de Matzendorf. A ces nouvelles, et sur l'invitation, paraît-il, du général soleurois Altermatt, le général de Buren envoya deux bataillons bivouaquer sur le Weissenstein, dans une neige profonde, ce qui affaiblit d'autant plus sa division déjà peu nombreuse. Un autre bataillon bernois, celui du colonel Wurstemberguer de Wittikofen, appuyé de trois compagnies, alla occuper au-delà de l'Aar le village de Langnau, presque entouré par les postes français. Il devait, ainsi que nous l'avons vu, commencer l'attaque, soutenu par les troupes de Graffenried postées à Buren ; mais plusieurs détachements de celles-ci déclaraient déjà ne pas vouloir passer la frontière, et le poste de Langnau, pour la défensive, n'était pas tenable.

Schauenbourg, serrant sa ligne, suivant les instructions de Brune, avait concentré ses troupes en avant de Bienne du côté de Soleure, entre Bœtzingen et Langnau. Sa force principale se trouvait massée derrière une colline couverte de bois, nommée le Buttenberg. Des batteries, établies sur plusieurs points, couvraient son front et sa gauche ; son quartier-général était à Pieterlen. Certains indices, la demande, entr'autres, qui lui fut faite par le colonel de Gross, de retirer quelque peu ses avant-postes, devaient l'avertir du projet des Bernois de prendre l'offensive. D'ailleurs il avait reçu l'ordre de Brune et il résolut de commencer les mouvements. Le temps était calme, le ciel découvert ; la lune brillait dans la seconde moitié de la nuit ; tout favorisait les opérations militaires.

Pour endormir dans la sécurité les Bernois cantonnés à Langnau, les Français avaient retiré leurs avant-postes. Mais ils s'avancent de nouveau à la faveur de l'obscurité, cernent le village, et, le 2 mars, à 4 heures du matin, attaquent brusquement. Les Bernois, au nombre de 850 hommes, la plupart Oberlandais, se mettent à la hâte en défense et résistent avec énergie. Mais que peuvent-ils contre le nombre ? L'ennemi les entoure et occupe les hauteurs ; bientôt leurs canons sont enlevés, 200 d'entre eux sont tués ou blessés, 200 faits prisonniers ; leur commandant lui-même, le brave colonel Wurstem-

(1) *Correspondance de Brune*, n° 130.

berguer, est blessé et pris; le reste s'enfuit en désordre. Schauenbourg poursuit immédiatement sa route, enlève le poste soleurois de Granges, culbute un bataillon bernois qui s'oppose à lui, et s'approche de Soleure.

Sur ces entrefaites, le colonel de Graffenried, qui ne soupçonnait rien, avait entendu de Buren la canonnade et la fusillade. Il fit tirer le canon d'alarme, et avec la bonhomie suisse, croyant à un malentendu, il envoya son adjudant Wyss à Schauenbourg pour demander des explications. Le général français prétendit que la veille le colonel de Gross avait déjà dénoncé l'armistice, et ajouta : « J'ai voulu moi-même commencer le bal à quatre heures du matin. — Nous voilà donc en guerre, reprit l'adjudant, puisque vous avez commencé les hostilités. — Pardieu, vous le voyez assez, » fut la réponse, et Schauenbourg continua sa route.

Le général de Buren, enfin accouru au feu, était parvenu à rallier aux portes de Soleure deux bataillons, avec lesquels il se préparait à tenir tête à l'ennemi. Le colonel Frédéric de Watteville, appelé en toute hâte du Weissenstein, le secondait de son mieux, aidé par le colonel de Tavel et le capitaine Gaudard. On arrêtait les fugitifs, on les forçait à se remettre en ligne; le lieutenant Rubi d'Unterseen, qui s'y refusait, fut massacré par les soldats. De l'autre côté de l'Aar, le capitaine Kœnig, avec une batterie de gros calibre, balayait la plaine et faisait grand mal aux Français par son feu bien dirigé. En avant ! crièrent les officiers; en avant ! répétèrent les soldats; et la colonne, pleine d'ardeur, se mit en marche contre l'ennemi. L'on pouvait résister encore; l'on pouvait, en cas de revers, se retirer dans la ville qui, grâce à ses fortifications, aurait tenu contre une première attaque, lorsque tout à coup l'ordre arriva de s'arrêter.

Schauenbourg, sans s'inquiéter des troupes bernoises, avait fait sommer Soleure de se rendre. Là aussi, plus complètement encore qu'à Berne, dominait le parti de la faiblesse. Le gouvernement, terrorisé par les menaces du général français, avait aussitôt résolu de céder, et tandis que les Bernois se préparaient à se battre, depuis longtemps le vieux général Altermatt, déjà presque dans l'enfance, était sorti de la ville dans une calèche escorté de gens coiffés de casques, armés de hallebardes de l'arsenal, pour traiter avec Schauenbourg de la capitulation. Schauenbourg se hâta de conclure; on lui ouvrait sans combat une place en état de se défendre, le pont de l'Aar et la route de Berne. Dès ce moment la campagne était décidée; il était environ onze heures du matin.

(A suivre.)
